



# Convention relative aux droits de l'enfant

Distr. générale  
23 août 2013  
Français  
Original: anglais

---

## Comité des droits de l'enfant

### Soixante-quatrième session

16 septembre-4 octobre 2013

Point 1 de l'ordre du jour provisoire

### Adoption de l'ordre du jour

## Ordre du jour provisoire annoté

### Note du Secrétaire général\*

1. La soixante-quatrième session du Comité des droits de l'enfant se tiendra à l'Office des Nations Unies à Genève du 16 septembre au 4 octobre 2013. La session s'ouvrira le lundi 16 septembre à 10 heures.
2. Conformément à l'article 6 du Règlement intérieur, le Secrétaire général a établi, en concertation avec la présidence du Comité, l'ordre du jour provisoire de la soixante-quatrième session que l'on trouvera ci-joint, de même que l'ordre du jour provisoire annoté.
3. Conformément à l'article 39 du Règlement intérieur, les séances du Comité sont publiques, à moins que le Comité n'en décide autrement.
4. L'attention des États parties est attirée en particulier sur les annotations relatives au point 4, où figure la liste des rapports que le Comité examinera à sa soixante-quatrième session.
5. Le groupe de travail de présession, établi conformément à l'article 67 du Règlement intérieur, s'est réuni à l'Office des Nations Unies à Genève du 4 au 8 février 2013.

---

\* Soumission tardive.

## Ordre du jour provisoire

1. Adoption de l'ordre du jour.
2. Questions d'organisation.
3. Soumission de rapports par les États parties.
4. Examen des rapports soumis par les États parties.
5. Coopération avec d'autres organismes des Nations Unies, les institutions spécialisées et d'autres organismes compétents.
6. Méthodes de travail du Comité et renforcement des organes conventionnels.
7. Journées de débat général.
8. Observations générales.
9. Sessions futures.
10. Questions diverses.

## Ordre du jour provisoire annoté

### 1. Adoption de l'ordre du jour

Conformément à l'article 9 du Règlement intérieur, le Comité peut réviser l'ordre du jour et, s'il y a lieu, ajouter, ajourner ou supprimer des points. Il ne peut être ajouté à l'ordre du jour que des points urgents ou importants.

### 2. Questions d'organisation

Au titre de ce point, le Comité examinera le programme de travail de la session ainsi que toute autre question concernant les modalités de l'accomplissement des fonctions qui lui sont assignées en vertu de la Convention.

### 3. Soumission de rapports par les États parties

#### Rapports reçus

Outre les rapports qu'il est prévu d'examiner à la soixante-quatrième session du Comité (voir plus bas le calendrier de l'examen des rapports au titre du point 4) et les rapports mentionnés dans l'ordre du jour provisoire de la soixante-troisième session (CRC/C/63/1), le Secrétaire général a reçu les rapports suivants au titre de la Convention et de ses Protocoles facultatifs.

#### Convention relative aux droits de l'enfant

<i>État partie</i>	<i>Attendu en</i>	<i>Cote</i>
Bénin	2011	CRC/C/BEN/3-5
Irlande	2009	CRC/C/IRL/3-4
Oman	2012	CRC/C/OMN/3-4
Zambie	2009	CRC/C/ZMB/2-4
Zimbabwe	1997	CRC/C/ZIM/2

### Protocole facultatif concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés

<i>État partie</i>	<i>Attendu en</i>	<i>Cote</i>
République démocratique populaire lao	2008	CRC/C/OPAC/LAO/1

### Protocole facultatif concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants

<i>État partie</i>	<i>Attendu en</i>	<i>Cote</i>
Allemagne	2011	CRC/C/OPSC/DEU/1
Iraq	2010	CRC/C/OPSC/IRQ/1
République démocratique populaire lao	2008	CRC/C/OPSC/LAO/1

### Rapports en retard

Conformément à l'article 71 du Règlement intérieur, le Secrétaire général est tenu de faire part au Comité, à chaque session, de tous les cas de non-soumission de rapports. La liste complète des rapports initiaux et périodiques attendus au titre de la Convention et des rapports initiaux et périodiques attendus au titre des Protocoles facultatifs figure dans le document sur la situation en matière de soumission des rapports (CRC/C/64/2), dans lequel sont également indiquées les mesures exceptionnelles dont le Comité a fait bénéficier les États parties qui éprouvent des difficultés à respecter le calendrier rigoureux de soumission des rapports fixé au paragraphe 1 de l'article 44 de la Convention ou pour lesquels l'examen a été reporté.

#### 4. Examen des rapports soumis par les États parties

On trouvera ci-après le calendrier provisoire de l'examen des rapports à la soixante-quatrième session établi par le Secrétaire général en concertation avec la présidence et soumis à l'approbation du Comité.

#### Calendrier provisoire pour l'examen des rapports soumis par les États parties

<i>Date</i>	<i>Heure</i>	<i>Point de l'ordre du jour</i>	<i>État partie</i>
Lundi 16 septembre	15 h 00	4	Sao Tomé-et-Principe CRC
Mardi 17 septembre	10 h 00	4	Sao Tomé-et-Principe CRC ( <i>suite</i> )
	15 h 00	4	Koweït CRC
Mercredi 18 septembre	10 h 00	4	Koweït CRC ( <i>suite</i> )
	15 h 00	4	République de Moldova OPSC
Vendredi 20 septembre	10 h 00	4	Tuvalu CRC
	15 h 00	4	Tuvalu CRC ( <i>suite</i> )

<i>Date</i>	<i>Heure</i>	<i>Point de l'ordre du jour</i>	<i>État partie</i>
Lundi 23 septembre	10 h 00	4	Lituanie CRC
	15 h 00	4	Lituanie CRC ( <i>suite</i> )
Mardi 24 septembre	15 h 00	4	Paraguay OPAC
Mercredi 25 septembre	10 h 00	4	Paraguay OPSC
Jeudi 26 septembre	15 h 00	4	Chine CRC
Vendredi 27 septembre	10 h 00	4	Chine CRC ( <i>suite</i> )
	15 h 00	4	Chine OPAC
Lundi 30 septembre	10 h 00	4	Luxembourg CRC
	15 h 00	4	Luxembourg CRC ( <i>suite</i> )
Mardi 1 <sup>er</sup> octobre	10 h 00	4	Monaco CRC
	15 h 00	4	Monaco CRC ( <i>suite</i> )

Conformément à l'article 72 du Règlement intérieur du Comité, des représentants des États parties seront invités à assister aux séances du Comité au cours desquelles le rapport de leur pays sera examiné. Ils devront être en mesure de répondre aux questions que leur posera le Comité et de fournir des indications sur les rapports déjà soumis par le gouvernement de leur pays; ils pourront également fournir des renseignements complémentaires.

Conformément à l'article 72 du Règlement intérieur, le Secrétaire général a notifié aux États parties concernés la date d'ouverture, la durée et le lieu de la soixante-quatrième session du Comité au cours de laquelle leur rapport sera examiné, et les a invités à envoyer des représentants qui assisteront aux séances du Comité.

#### **5. Coopération avec d'autres organismes des Nations Unies, les institutions spécialisées et d'autres organismes compétents**

Au titre de ce point, le Comité continuera à examiner de quelle manière il pourrait renforcer encore sa coopération avec divers organismes compétents en vue de développer la promotion et la protection des droits de l'enfant. Le 7 octobre 2013, le Comité tiendra sa quatrième consultation bisannuelle de haut niveau avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) au Palais Wilson, à Genève.

#### **6. Méthodes de travail du Comité et renforcement des organes conventionnels**

Au titre de ce point, le Comité poursuivra les débats sur l'organisation de ses travaux futurs, ainsi que sur la procédure à suivre pour l'examen et le suivi des rapports des États parties. En particulier, le Comité continuera de débattre de questions liées à ses méthodes de travail, notamment de la présentation et du contenu de ses observations finales, conformément aux recommandations formulées en juin 2012 lors de son séminaire tenu à Sion (Suisse), ainsi que des modalités du dialogue avec les États parties. Le Comité examinera également les travaux accomplis par son groupe de coordination sur le processus de renforcement des organes conventionnels. Concernant ce point, le Comité aura

à sa disposition le rapport de la Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme sur le renforcement des organes créés en vertu d'instruments relatifs aux droits de l'homme (A/66/860).

**7. Journées de débat général**

Au titre de ce point, le Comité a décidé à sa soixante-deuxième session que la journée de débat général se déroulerait tous les deux ans. Ainsi qu'il a été décidé lors de la soixante et unième session, la journée de débat général de 2014 sera consacrée au thème «Médias, réseaux sociaux et droits de l'enfant». La journée de débat général se déroulera lors de la soixante-septième session, le 26 septembre 2014, au Palais des Nations, à Genève.

**8. Observations générales**

Au titre de ce point, le Comité poursuivra ses travaux sur le projet d'observation générale commune sur les pratiques traditionnelles préjudiciables, en cours d'élaboration avec le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes. Il examinera également d'autres thèmes qui pourraient faire l'objet de futures observations générales.

**9. Sessions futures**

Au titre de ce point, le Comité sera informé de tout fait récent ayant une incidence sur le calendrier de ses sessions à venir.

**10. Questions diverses**

Au titre de ce point, les membres examineront, si nécessaire, toute autre question intéressant les travaux du Comité.

---